



POUR DES TRANSPORTS PUBLICS ACCESSIBLES À TOUS LES RETRAITÉS

Un certain nombre de villes se positionnent de plus en plus sur la question de la gratuité des transports comme une des solutions possibles pour lutter contre la pollution et le réchauffement climatique. Mais ce n'est pas le cas partout et notamment pour de grandes agglomérations qui persistent à rester sur un positionnement allant à l'encontre des questions environnementales et sociales à l'inverse des ambitions affichées et décisions prises dans le cadre des conférences pour le climat.

Une contradiction d'autant plus incompréhensible et inacceptable que la plupart des grandes agglomérations subissent les embouteillages quotidiens et la pollution avec pour conséquence un nombre important de décès enregistrés (67 000 au plan national) dus à la pollution.

Alors que les rapports de l'OMS précisent que le seuil critique de la pollution doit être de 2 jours maximum par an, la plupart des grandes villes sont largement au-dessus de cette préconisation. À titre d'exemple, la métropole européenne de Lille en cumule 60, soit vingt fois plus.

Dans ce contexte, d'autres choix politiques sont autant nécessaires qu'indispensables pour répondre à l'urgence climatique, à l'urgence de santé publique et aux besoins sociaux en matière de transports publics pour tous.

Un exemple : la Communauté Urbaine de Dunkerque qui ont fait le choix politique de budgéter la gratuité des transports en commun d'abord pour tous les week-ends et jours fériés depuis le 1er septembre 2015 suivi de la généralisation à compter du 1^{er} septembre 2018.

Ce choix politique a été largement commenté par les médias, en soulignant à la fois la satisfaction des élus et des usagers, qui en plus des facilités de mobilité se traduit en terme de pouvoir d'achat et de qualité de vie.

Choix politique qui permet de constater une augmentation de 50 % d'usagers qui font le choix d'utiliser les transports en commun plutôt que la voiture. D'autres villes annoncent une réflexion en ce sens.

ENTENDRE LES USAGERS ET REVOIR LES CHOIX. IL Y A URGENCE !!

La taxation excessive sur les carburants ne peut pas être la réponse, d'autant plus qu'elle ponctionne lourdement le pouvoir d'achat de tous.

Les enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux appellent à un choix et un volontarisme politiques associant justice sociale et développement durable.

Réduire les coûts d'accès aux transports, voire les rendre gratuits, semble aujourd'hui s'imposer comme une solution de bon sens.

Ce qui serait une avancée pour la population et pour l'environnement... Avancée qui par la même occasion permettrait une amélioration du pouvoir d'achat pour tous les retraités.

Des transports moins coûteux pour les usagers, puis gratuits, ce qui se traduirait par :

- Une incitation à l'utilisation des transports en commun.
- Une prise en compte des enjeux de mobilité pour les retraités, les handicapés, et permettre de rompre l'isolement pour beaucoup d'entre eux.
- Moins de coûts induits (accidents, pollution, santé, entretien des routes, etc...).

Dans ce sens, nous proposons qu'une étude sérieuse soit menée sur les services rendus et les économies réalisables sur les coûts induits par le développement de transports en commun gratuits.

La réflexion ne peut rester figée sur des considérations budgétaires. Elle doit s'inscrire dans le respect des conférences sur le climat, dont l'ambition affichée est de réduire les gaz à effet de serre le plus rapidement possible. Cela permet d'associer justice sociale et développement durable.

Exigeons pour cela :

- Une réduction importante du coût des transports, voire leur gratuité, ce qui pourrait se traduire dans un premier temps par l'instauration de la gratuité les week-ends, les jours fériés et les jours de pic de pollution.
- De repenser l'aménagement du territoire en réinstallant les Services publics dans les lieux de vie.
- L'amélioration et le développement de l'offre de Transports, urbains, inter-urbains et en milieu rural, en nombre suffisant et répondant aux besoins de la population, y compris des retraités.

Ce qui nécessite une amélioration des fréquences, des horaires, des correspondances, du confort, de l'accessibilité, de la sécurité, du maillage et de la proximité. Pour cela, il convient de mettre en place des régies de transports publics au lieu de délégations de Service public à des entreprises privées dont l'objectif premier reste la rentabilité financière et la distribution de dividendes aux actionnaires.

IL Y A URGENCE À RÉPONDRE À L'ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE, SOCIAL, SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL PORTEUR D'AVENIR POUR TOUS.

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

➤ ***J'adhère à la CGT***

Nom ➤ Prénom ➤

Adresse ➤

Code postal ➤ Ville ➤

Branche professionnelle d'origine ➤

Mail ➤ Tél. ➤

Bulletin à retourner à l'UCR-CGT - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex ou à remettre à un(e) militant(e) Cgt de votre connaissance

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre